



ARS Île-de-France

**Contrôle sur pièces
2024-05-16**

Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)

**La Faiencerie
4, rue Paul Couderc. 92330 Sceaux**

SYNTHESE DU RAPPORT DE CONTRÔLE

Tableau récapitulatif des écarts

Numéro	Contenu
E1	La mission constate un manque de ■, ETP dans l'équipe des IDE. De plus, elle constate la présence de personnels non-qualifiés, avec ■ ETP d'AUX exerçant les fonctions d'AS/AES/AMP au sein de l'équipe AS/AES/AMP. Par conséquent, en raison de l'insuffisance du nombre d'IDE pour assurer une prise en charge de qualité, ainsi que de l'affectation de personnel non-qualifié à la prise en charge des résidents, L'établissement contrevient ainsi aux alinéas 1° et 3° de l'article L.311-3 et aux articles D.451-88 du CASF et L.4391-1 du CSP
E2	La mission constate dans la fiche de poste de l'ASH (agent des service hôtelier) un glissement de tâches formalisé. En effet, la fiche de poste mentionne des tâches relatives à la prise en charge directe des résidents, telles que : Toilette, douche, habillage, coiffage, rasage (prendre en compte les résidents à préparer en priorité), Les ASH continuent les changes selon les protocoles individualisés « Hartmann » et mettent en chemise de nuit (résidents qui sont fatigués de la journée après l'avis des IDEs) Changer les protections selon les protocoles individualisés « Hartmann ». En faisant participer les ASH à la prise en charge par contact direct des résidents, la résidence n'est pas en mesure d'assurer aux résidents une sécurité de prise en charge ; ce qui contrevient à l'article L311-3, 1° du CASF et aux articles D451-88 du CASF et L4391-1 du CSP
E3	La mission constate que sur les 19 médecins traitants qui interviennent à titre libéral au sein de l'établissement, 18 n'ont pas conclu le contrat-type prévu par l'article R.313-30-1 du CASF ; ce qui contrevient à l'article précité.

Conclusion

Le contrôle sur pièces de l'EHPAD La Faiencerie, géré par ALPH'AGE GESTION (UNIVI) a été réalisé le 16 mai 2024 à partir des réponses apportées et des documents transmis par l'établissement.

La mission d'inspection a constaté le respect de la réglementation et des recommandations de bonnes pratiques professionnelles dans les domaines suivants :

- Gouvernance :
- Conformité aux conditions d'autorisation

- Management et Stratégie
- Animation et fonctionnement des instances

Elle a cependant relevé des dysfonctionnements en matière de :

- Fonctions support
- Gestion des ressources humaines (RH)
- Prises en charge
- Organisation de la prise en charge de l'admission à la sortie

Ces constats nécessitent que le gestionnaire et la directrice de l'établissement engagent rapidement des actions de correction et d'amélioration.